

Compte-rendu des interventions lors du débat public du 16 janvier 2019 à St Germain au Mont d'Or.

1^{ère} intervention : A été formulé le souhait de débattre du dogme du néolibéralisme. Il a été souligné que le débat économique était confisqué par un nombre restreint d'économistes qui sont les seuls à avoir accès aux médias. De plus, le néolibéralisme serait à l'origine de nombreuses formes d'inégalités, sociales, fiscales, territoriales etc.

2^{ème} intervention : L'intervenant regrette qu'il n'y ait pas assez d'argent pour investir dans les grands services publics (santé, enseignement etc...), alors que d'un autre côté, les actionnaires du CAC 40 auraient fait plus de 57 milliards de bénéfices et cet argent n'étant pas réinvesti dans l'économie, mais directement dirigé vers des paradis fiscaux ; et d'un autre côté, les politiques bénéficient d'avantages injustifiés, tant au regard de leur rémunération (ex : 15000€/mois pour Mme Jouanno), que du contrôle leur activité.

3^{ème} intervention : A été évoqué le manque de participation des citoyens à la vie démocratique, notamment pour les décisions qui concerne la vie de tous les jours. Il a été fait mention de solutions comme le RIC, ou la mise en place d'assemblées citoyennes plus régulières. Par ailleurs, est réclamée la création de commissions d'éthique et de transparence visant à contrôler davantage l'action et les dépenses des politiques.

4^{ème} intervention : A été évoqué, à regret, le rôle décroissant des corps intermédiaires (associations, organisations syndicales) dans la vie démocratique. Alors même que, tout d'abord, ces organisations bénéficient d'une représentativité importante, parfois plus importante que certains partis politiques et, de plus, que ces corps intermédiaires auraient la capacité de créer des projets.

5^{ème} intervention : A été évoqué le problème de la justice fiscale et des salaires ainsi que le rôle des employeurs privés qui seraient trop absents du débat. Le pouvoir d'achat a été oublié.

6^{ème} intervention : Il est fait état que le système économique actuel a permis d'arriver à un certain niveau de confort, il est souligné que des richesses incroyables ont été créées grâce à la mondialisation, mais que la sociale démocratie ne fonctionne plus face à la concurrence mondiale. Il est proposé de réinventer une sociale démocratie et de retrouver un nouveau modèle pour corriger les aberrations du capitalisme.

7^{ème} intervention : Il est regretté que l'argent perçu au titre des dividendes ne soient pas réinjectés dans l'économie locale. Par ailleurs, il est précisé qu'il n'y a pas que les actionnaires du CAC 40 qui perçoivent des dividendes.

8^{ème} intervention : Sur la valorisation du travail, il est regretté que le salaire minimum ne soit pas suffisamment élevé pour pousser des personnes à travailler plutôt que de se limiter à percevoir des aides sociales qui leur rapportent parfois autant, si ce n'est davantage que leur salaire.

9^{ème} intervention : Il est ajouté d'une part, que beaucoup de personnes qui ont droit à des aides ne les perçoivent pas, car ils ne sont pas assez accompagnés pour connaître leurs droits. D'autre part, il est précisé que le montant de la fraude aux aides sociales est inférieur au montant des aides non perçues par les personnes en droit de les demander.

10^{ème} intervention : Il est ajouté que le problème central n'est pas la fraude, mais la valeur du travail, pas suffisamment rémunérateur. Exemple, une femme seule avec deux enfants toucherait, sans travailler, 2 000 euros de prestations sociales. Ce qui ne pousse pas à vouloir trouver un emploi.

11^{ème} intervention : L'attention est portée sur les critiques concernant les rémunérations et indemnités des élus car baisser la rémunération des élus risquerait d'augmenter le risque de corruption dans un pays qui n'est pas irréprochable sur le sujet.

12^{ème} intervention : S'est posé la question de la confiance dans la politique actuelle. Il a été reproché notamment aux forces de police l'absence de proportionnalité dans l'encadrement des manifestations. Des

gilets jaunes ont été victimes de tir de flashball alors qu'ils ne faisaient que manifester. Il faut condamner la violence dans les deux camps.

13^{eme} intervention : L'attention a été attirée sur le fait que 60% des dividendes seraient versées à des fonds de pension étrangers. Par ailleurs, il convient de regarder à l'étranger pour voir à quel point la situation française n'est pas si désastreuse. Enfin il est précisé que la France serait l'un des seuls pays dans lequel ce sont ceux qui travaillent qui paient pour ceux qui sont à la retraite.

14^{eme} intervention : Une personne qui n'a pas la nationalité française mais vit et paie ses impôts en France depuis plus de 30 ans ajoute qu'il serait temps de lister les points positifs de notre pays. Les gens ne se rendraient pas compte des acquis sociaux que la France possède, notamment le système de santé peu coûteux et l'enseignement gratuit.

15^{eme} intervention : Après avoir souligné la qualité de l'organisation du débat, il est fait remarquer la nécessité pour chacun de s'informer correctement afin de pouvoir débattre à partir d'un socle de connaissance approprié. Des erreurs factuelles ou des préjugés tenaces persisteraient comme sur le débat des dividendes ou sur la corruption dans le monde politique.

16^{eme} intervention : Il est précisé que ce n'est pas parce que c'est pire ailleurs que l'on ne doit pas s'interroger sur les moyens d'améliorer notre système. Certes, nous avons des services publics qui pourraient être enviés à l'étranger mais nos services publics se délitent au fur et à mesure des réformes qui coupent les financements. On nous entraîne dans une misère et on nous dit : « vous avez de la chance regarder les autres... ».

17^{eme} intervention : Un constat amer est fait de l'état des inégalités en France, en matière fiscale notamment, par exemple entre les petites et les grandes entreprises. De plus, il ne faudrait pas confondre la haute fonction publique, souvent proche des cercles d'affaires qui est plus aisément sujette à la corruption et les élus de proximité qui seraient plus proches du peuple. Par ailleurs, il y a un hiatus entre l'argent alloué au fonctionnement des services publics et l'argent donné aux entreprises (cadeaux fiscaux par exemple). De surcroît, La République En Marche a créé une force politique ni de droite, ni de gauche, mais cela serait dangereux car la seule alternative deviendrait les extrêmes. C'est dangereux, car lorsqu'il n'y a plus d'alternative il y a la violence. Enfin, il faut se servir du capital immatériel de la France, créer plus de cohésion sociale et changer les institutions.

18^{eme} intervention : il est remarqué qu'en Islande il y a eu une crise économique et que le peuple a décidé de faire table rase du passé et a créé une assemblée citoyenne dans laquelle il était possible de faire naître des idées nouvelles. Pourquoi ne pas reproduire cet exemple en France ? Il existe un autre exemple duquel nous pourrions partir, il s'agit du fonctionnement des jurys d'assises. L'idée de pouvoir quitter son emploi un temps pour pouvoir se lancer dans la politique puis retrouver son emploi à son retour semblerait être un bon moyen de donner à la société civile l'accès à la vie politique. Sur la transition énergétique, la volonté politique peut changer les choses, par exemple au Texas, État producteur de pétrole, la part des énergies renouvelable dans le mixe énergétique serait supérieur à celle du pétrole.

19^{eme} intervention : Il est fait état de l'absence de confiance en la représentation nationale. Monsieur Macron ne cite jamais les gilets jaunes. Autre problème d'importance : le couple finance et informatique. Aujourd'hui cela serait très préoccupant car des logiciels prennent les décisions à notre place. Il est ajouté qu'il faut promouvoir le RIC qui serait un retour à l'origine de la Vème république.

20^{eme} intervention : Il est critiqué le fait que depuis des dizaines d'années on a tendance à créer des lois qui créent de l'aide sociale qui ont pour effet de tirer le salaire vers le bas. Exemple, dès lors que l'on embauche un salarié au SMIC il n'y a pas de charges sociales, mais dès que le salaire augmente les charges augmentent de façon considérable. Il serait nécessaire que toute cette politique de salaire n'empêche pas les employeurs de donner des augmentations aux employés.

21^{eme} intervention : Il est dit que nous vivons actuellement un changement d'air, que nous nous dirigeons vers des changements climatiques assez dramatiques qui vont impacter notre futur et celui de nos enfants.

Il est urgent de prendre ce sujet à bras le corps. Il faut regarder le développement durable du point de vue économique. Il faut fabriquer local, cela aurait pour effet de créer des emplois.

22^{eme} intervention : Il est précisé qu'existe le sentiment que tous les services publics qui fonctionnaient en France sont attaqués par le gouvernement.

23^{eme} intervention : Il est constaté que l'écologie est un défi dont nous n'avons pas pris la dimension, bien que la prise de conscience se fasse plus vite chez les citoyens que chez les élus. Il y a un investissement énorme à faire pour supporter ce qui va arriver, mais il n'est pas fait au niveau central notamment sous l'influence des lobbys. C'est la raison pour laquelle il ne faut pas que le débat soit confisqué par un petit nombre. Aujourd'hui, le gouvernement compte sur les particuliers pour agir. C'est aussi sur les particuliers que l'on fait supporter les investissements, notamment dans la rénovation thermique. Enfin, si le libéralisme économique a pu apporter des choses il montrerait aujourd'hui ses limites.

24^{eme} intervention : Il est constaté un manque de vision à long terme en politique, notamment sur la politique de transition énergétique. Gouverner c'est prévoir. Certes, il faut consommer différemment, réduire les pollutions etc. mais il faut des objectifs clairs et ne pas faire peser le poids des réformes sur les plus démunis.

25^{eme} intervention : Il est soulevé le fait qu'Emmanuel Macron ne serait pas crédible lorsqu'il parle d'écologie. Il met des voitures à la casse pour qu'on achète des voitures électriques, mais on veut supprimer les centrales électriques.

26^{eme} intervention : Il est constaté que beaucoup de personnes ne se reconnaissent pas dans la représentation nationale. Les élus sont perçus comme loin du peuple et manquant d'exemplarité. Ils voteraient des lois qui ne s'appliquent pas à eux-mêmes, par exemple, il n'est pas possible d'être fonctionnaires si vous avez un casier judiciaire, or ça ne pose pas problème pour les politiques... De même, il est estimé qu'on ne peut pas contrôler suffisamment bien les dépenses des députés contrairement à l'exemple de la Suède. Enfin, il faudrait pouvoir ouvrir aux citoyens issus de la société civile la possibilité d'exercer des mandats électifs. Aujourd'hui seuls les fonctionnaires ou les professions libérales peuvent quitter leur emploi en s'assurant de le récupérer à la suite d'un mandat électif.

27^{eme} intervention : Il est affirmé que le système économique actuel est intenable. Il serait fondé sur une croissance infinie dans un monde aux ressources finies. L'utopie c'est celui qui croit qu'on va continuer comme avant et que cela va marcher. La démission de Nicolas Hulot reflète l'incapacité à changer les choses. Les enjeux écologiques doivent arriver avant tout le reste, nous assistons à un véritable écocide. Quand deux millions de citoyens français attaquent l'État en responsabilité pour l'insuffisance des mesures prises cela reflète une prise de conscience importante.

28^{eme} intervention : Il est ajouté, sur la transition énergétique, qu'il y a dans la région notamment sur l'agglomération lyonnaise, des citoyens qui se réunissent pour créer des initiatives (solaires, investissement des citoyens...) Les élus peuvent agir, mais les citoyens peuvent agir aussi eux même.

29^{eme} intervention : Une réponse est apportée d'une part, sur le contrôle des frais des députés : la loi de 2017 demanderait aux députés de justifier de tous leurs frais. D'autre part, sur le rôle de LREM dans la montée des extrêmes, il est répondu que les extrêmes n'ont pas attendu La République En Marche pour arriver. De plus, à l'inverse il est possible de voir LERM comme une force qui empêche le populisme d'arriver au pouvoir.

30^{eme} intervention : Il est soulevé la nécessité d'aller plus loin dans le rassemblement des français autour du débat, notamment les personnes issues des quartiers défavorisés qu'on ne verrait pas trop sur les ronds point.

31^{eme} intervention : En réponse, une personne affirme être issue de l'immigration et être sur les ronds point. Cette personne estime que les gilets jaunes sont apolitiques. Quant à la transition énergétique, elle est urgente mais ne doit pas se faire à n'importe quel prix. Exemple, la voiture électrique dont l'impact sur l'environnement est aussi important (production des batteries etc.).

32^{eme} intervention : L'intervenant précise être ravi d'être dans un pays où il est encore possible de discuter. Ce qui est fait avec ce débat est en partie l'une des solutions qu'on peut trouver. L'indignation face à la pauvreté est partagée ainsi que la colère face au défi environnemental. Nous sommes en train de détruire notre futur et celui de nos enfants. Si nous ne faisons pas les choix aujourd'hui, il n'est pas certain que nos enfants puissent continuer à vivre simplement. Il faut une métamorphose de la société.

33^{eme} intervention : La qualité des échanges est louée, mais il est déploré l'absence de « gilets jaunes des ronds point » et il est rappelé qu'il y a beaucoup de « gilets jaunes des banlieues » sur les ronds point, même si l'expression de « gilets jaunes » tout court est préférable. Il faut par ailleurs travailler sur le salaire minimum.

34^{eme} intervention : Le problème du manque de vision à long terme est de nouveau soulevé. Nécessité de définir des objectifs clairs pour impliquer les citoyens. Il y a de nombreux exemples pour lesquels nous manquons de vision à long terme, comme la situation dans les banlieues.

35^{eme} intervention : Est soulevée la problématique de la qualité alimentaire. Il faut se battre pour l'interdiction du glyphosate. Les élus ne se battent pas assez contre, le pouvoir judiciaire en revanche a déjà prononcé des interdictions.

36^{eme} intervention : Il est demandé un débat et une meilleure information sur le fonctionnement de l'Union européenne d'où proviennent de plus en plus de règles juridiques.

37^{eme} intervention : Il est demandé si, sur l'écologie, nous sommes tous prêts individuellement à faire les efforts ? C'est une prise de responsabilité individuelle dont nous avons besoin. Par ailleurs, sur le pouvoir d'achat, parler de pouvoir de vivre et de pouvoir de changer le monde est préférable. On arrivera peut-être à changer le système néolibéral en parlant de vie et non de pouvoir d'achat. Il faut discuter de la notion de sobriété de la consommation. Enfin, sur la représentation, un regret est exprimé : où sont les jeunes ? Comment fait-on pour arriver à faire venir la jeunesse à ces débats ?

38^{eme} intervention : Une réponse est faite concernant la nécessité d'une vision à long terme. Au siècle passé ça s'appelait le plan... Qu'en est-il aujourd'hui ? Sur la transition énergétique, il a beaucoup été question des économies d'énergie mais il est nécessaire aussi de parler du développement durable.

39^{eme} intervention : Une intervention complète le sujet de la sobriété de la consommation et précise qu'il y a le problème de la publicité qui pousse à consommer. Il est nécessaire de l'encadrer mieux car cela crée des désirs mais aussi des frustrations.

40^{eme} intervention : Il est rappelé le cas de l'Islande qui a « mis les politiques dehors et les banquiers en prison ». Sur l'écologie, il est fait mention du principe du pollueur-payeur et nous nous interrogeons sur son application. Exemple, on parle d'économie sur les carburants mais nous nous demandons pourquoi le kérosène n'est pas taxé comme le diesel, idem pour le fuel dans les cargos. Enfin, sur la représentation, il y a un problème d'absentéisme des politiques dans les assemblées.

41^{eme} intervention : Il est rappelé, sur l'écologie, le problème de la pollution dans certains pays comme la Chine, car il s'agit en bonne partie d'une pollution délocalisée. De plus, ce ne serait pas grâce à la technologie que l'on pourrait résoudre nos problèmes environnementaux, mais par un changement de modèle, une réorganisation de notre manière de vivre. Il est précisé que des solutions existent comme par exemple le développement du télétravail, il serait envisageable de créer des open space communaux pour que les habitants de la commune travaillent à côté de chez eux sans avoir à se déplacer jusque dans leur entreprise. Sur le pouvoir d'achat, il s'agirait d'un thème malsain, mais c'est facile quand on a de l'argent de trouver ce thème malsain.

42^{eme} intervention : Il est dit que la transition écologique doit se faire avec l'aide des industriels. Il est nécessaire les impliquer et les intégrer dans la démarche. Car si nous ne faisons pas avec eux, ce sont les citoyens qui vont payer deux fois.

43^{eme} intervention : Il est demandé une explication sur le fait que les « gilets jaunes » soient contre la réduction de la vitesse à 80km/h car cette mesure sauve des vies.

44^{eme} intervention : Il est proposé qu'une réflexion soit menée sur les devoirs des citoyens dans la société. Des chartes pourraient être créées par les citoyens, mettant à leur charge des obligations en matière environnementale par exemple.